

L'État, employeur en premier ressort

Jean-Marie Harribey

Politis, n° 1425, 27 octobre 2016

Ils osent tout et c'est à ça qu'on les reconnaît. Les candidats à la primaire de la droite ont ouvert la foire aux enchères. Juppé et Sarkozy veulent supprimer 300 000 emplois publics. Fillon double la mise : 600 000. La dégressivité des allocations chômage : 20 % au bout d'un an. Qui dit mieux ? 25 % clame le suivant. L'avenir du travail ? C'est le travail indépendant, s'enthousiasme NKM. Ils mentent tous en affirmant que les Français travaillent moins que tous les autres Européens (or, France : 1521 h/an ; Pays-Bas : 1366 h/an). Et de conclure : supprimons les 35 heures hebdomadaires, repassons à 39 h (payées 37, 35 ?), alors que, déjà, la durée moyenne effective est de 39. Et tout à l'avenant, en repassant par la case défiscalisation des heures supplémentaires et en criant haro sur les syndicats.

Car il faut gagner en compétitivité. Comment ? En baissant le coût du travail et le nombre d'emplois publics, déclarés improductifs. Tandis que M. Gattaz, après avoir promis un million d'emplois contre plus de 40 milliards d'euros de CICE et de pacte de responsabilité, jure, la main sur son pin's à la place du cœur, que l'industrie peut repartir en France. 600 000 emplois de fonctionnaires mal payés coûtent une quinzaine de milliards par an, soit moins qu'un an de CICE et de pacte donnés aux patrons.

Ils osent tellement tout qu'ils nous prennent pour ce qu'ils sont, incapables de comprendre que diminuer la dépense publique et supprimer des emplois publics pour retrouver un équilibre budgétaire par la voie de l'austérité est absurde. Même le FMI l'a avoué : « au lieu de permettre la croissance, plusieurs politiques néolibérales ont augmenté les inégalités, compromettant en retour une expansion durable »¹. Mais il faut aller plus loin. Les emplois publics sont productifs. De quoi ? Les travailleurs employés par l'État, les collectivités territoriales et les hôpitaux publics produisent bien sûr des services utiles, mais également de la valeur économique qui *s'ajoute* à la valeur produite par les entreprises privées. Tout le contraire du discours libéral qui a une vue pré-copernicienne de la vie en société.

En bousculant la vision traditionnelle du travail productif limité à la sphère marchande, il est possible de donner corps à l'idée de Minsky de faire de l'État et autres collectivités l'« employeur en dernier ressort », pour diminuer le chômage tout en répondant à des besoins sociaux. Finissons de renverser la table : si on admet l'hypothèse que le marché n'est pas premier parce que c'est la société qui crée le cadre du marché, et qu'il n'y a pas un tel cadre sans État (sans structure collective), celui-ci a la charge de la régulation globale en étant l'employeur en *premier* ressort, car, par son investissement, il inaugure nombre de dynamiques collectives, jusque dans le secteur privé qui bénéficie des commandes publiques. Il n'est donc pas une simple roue de secours, il est le démarreur et il tient le volant. Aucune inquiétude à avoir, puisque les travailleurs qu'il emploie sont productifs. Il suffit de consentir démocratiquement à l'impôt, qui est le paiement collectif de ce travail.²

¹ J.D. Ostry, P. Loungani, D. Furceri, « [Neoliberalism : Oversold ?](#) », IMF, *Finance and Development*, vol. 53, n° 2, juin 2016.

² J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique*, LLL, 2013.